

LA PLACE DE LA VIANDE BOVINE DANS LE MODÈLE ALIMENTAIRE FRANÇAIS : BILAN ET PERSPECTIVES

RAUDE J.

¹ EHESS, Centre d'études transdisciplinaires, 22 rue d'Athènes, 75009 Paris

Introduction

Depuis le milieu des années 90 qui se caractérise notamment par le développement en Europe de la première crise dite de « la vache folle », l'industrie agroalimentaire – et la filière bovine en particulier – a été confrontée à une succession impressionnante de crises sanitaires plus ou moins graves. En France, ce mouvement a connu sans aucun doute son paroxysme avec la seconde crise de « la vache folle » survenue à l'automne 2000. Ces crises interviennent par ailleurs dans un contexte de baisse tendancielle de la consommation de produits carnés. Il apparaît en effet que le volume de la consommation totale de viande par habitant baisse régulièrement depuis 1990 (Combris, 1996). Malgré les efforts de la filière, les données actuelles laissent à penser que leur consommation ne reviendra pas à son niveau antérieur à la crise. C'est donc bien dans un contexte post-crisis que s'inscrivent aujourd'hui l'offre et la demande de viande bovine.

L'objectif de cette étude est de caractériser plus précisément – à la suite de ces crises majeures – les perceptions et le comportement des consommateurs français à l'égard de la viande bovine. Au-delà de la dynamique de changement observée dans les préférences alimentaires au tournant des années 90, les turbulences récentes nous amènent à poser un certain nombre de questions sur sa place actuelle dans le modèle alimentaire français. Quelle est aujourd'hui la distribution réelle de la consommation de viande bovine en France et comment évolue-t-elle ? Quelle est la structure sociologique de la consommation de viande bovine ? Quelle est la structure de la perception des risques liés à sa consommation ? De nombreuses études ont en effet mis en évidence une relation statistique entre les changements dans la perception des risques – aux premiers rangs desquels les risques liés aux maladies animales transmissibles à l'homme telles que l'ESB, et les changements intervenus dans la consommation de viandes et de produits carnés (Burton et col., 1999 ; Hyun & Won, 2003 ; Weitkunat et col., 2003).

Matériel et méthodes

Les résultats de cette étude sont fondés sur les données collectées par le CRÉDOC dans le cadre des enquêtes INCA 1999 et CCAF 2004. L'enquête Individuelle Nationale sur les Consommations Alimentaires (INCA) a été réalisée entre les mois d'août 1998 et de juin 1999, et l'enquête sur les Comportements et les Consommations Alimentaires des Français (CCAF) entre les mois d'octobre 2002 et juillet 2003 à la demande de différents groupes institutionnels et privés. Au total, 3003 personnes ont été interrogées sur leurs consommations individuelles dans le cadre de l'enquête INCA et 2978 dans le cadre de CCAF. Le recrutement des échantillons adultes a été assuré par stratification (région géographique et taille d'agglomération) et par la méthode des quotas (âge, sexe, profession et catégorie socioprofessionnelle individuelle et taille du ménage).

Par ailleurs, le relevé des consommations alimentaires a été effectué par les enquêtés sur une période de 7 jours consécutifs, à l'aide d'un carnet de consommation, l'identification des aliments et des portions étant facilitée par l'utilisation d'un cahier photographique. Les résultats présentés dans cette étude reposent donc sur les relevés d'un échantillon de 1 474 individus adultes normo-évaluants dans INCA et 1361 dans CCAF.

Résultats

Sociologie de la consommation de viande bovine

Dans l'enquête INCA, la consommation moyenne de viande bovine par personne s'élève à 36,4 grammes par jour – soit l'équivalent de moins de deux steaks hachés par semaine. Dans l'enquête CCAF, la consommation moyenne de viandes bovines n'est plus que de 33,5 grammes par jour et par personne, ce qui correspond à une baisse de 5 à 10 % par rapport à l'enquête INCA.

Il existe toutefois une grande variabilité socio-démographique dans la consommation de viande bovine. Dans l'enquête INCA, parmi les différentes variables socio-démographiques étudiées, seuls le sexe, l'âge et la catégorie socioprofessionnelle sont apparus très significativement associés à l'alimentation carnée (Test de Fisher, $p < 0,001$). **Le sexe** : il existe apparemment des différences considérables dans la distribution sexuelle de la consommation de produits carnés. Les hommes mangent en moyenne une quantité de viandes supérieure d'environ un tiers (36 %) à celle des femmes (39 g/jour contre 30 g/jour). Cependant, les différences sexuelles ne portent que sur le volume de consommation des différents types de viandes. Curieusement, la structure de la consommation de produits carnés en proportion est en effet quasi identique pour les deux sexes. **L'âge** : l'âge a un effet non-linéaire sur la consommation de viande bovine : la ration moyenne quotidienne croît régulièrement avec l'âge, puis elle diminue sensiblement à partir de 65 ans (24 g/jour en moyenne). Structurellement, les personnes âgées se distinguent également en ce qu'elles consomment moins de porc et de bœuf, mais plus de veau. De leur côté, les plus jeunes (15-24 ans) tendent à favoriser la consommation de bœuf qui

constitue près de 25 % de leur ration moyenne quotidienne de produits carnés (contre seulement 19 % pour l'ensemble de l'échantillon). **La profession** : deux catégories socioprofessionnelles se distinguent nettement dans l'échantillon INCA par consommation plus élevée de viandes bovines. Il s'agit des personnes appartenant à des ménages dont le chef famille est ouvrier ou agriculteur. Dans les familles d'agriculteurs (n= 36), la consommation moyenne de produits carnés s'élève à près de 42 grammes par jour, soit une quantité supérieure d'environ un tiers par rapport à l'ensemble de la population. C'est également le cas des familles d'ouvriers (n=330), où elle se situe à environ 41 grammes par jour. Les autres catégories socioprofessionnelles font apparaître un niveau de consommation de produits carnés relativement proche qui se situe entre 31 et 36 g/jour.

La perception des risques alimentaires

D'une manière générale, lorsqu'on interroge les sujets adultes – par question ouverte – sur les risques majeurs liés à l'alimentation, les risques nutritionnels dont on pense qu'ils sont liés à la sur-consommation d'aliments riches en matière grasse et cholestérol sont largement identifiés par une grande majorité d'entre eux. Ainsi, le surpoids et l'obésité sont spontanément cités par environ un quart des répondants (INCA : 32 %, CCAF : 25%), les maladies cardio-vasculaires environ un cinquième d'entre eux (INCA : 22 %, CCAF : 21 %). Curieusement, en ces périodes post-crisis, les risques toxique infectieux semblent peu mobiliser l'attention du public. Les données complémentaires obtenues Toutefois par questions fermées à partir de produits à risque dans l'enquête CCAF tendent à relativiser quelque peu ces résultats : environ un quart (25%) des répondants considèrent en effet que la viande, la charcuterie ou les produits à base de bœuf (ravioli, etc.) présentent des risques importants pour la santé loin devant les fromages (11%). Les produits riches en matières grasses ne semblent guère focaliser l'attention des consommateurs. Ce sont donc bien la viande et les produits carnés qui structurent la perception actuelle des risques liés aux pratiques alimentaires.

Discussion

Au cours des trente dernières années, la place symbolique et nutritionnelle de la viande bovine dans le modèle alimentaire français a fait l'objet d'évolutions spectaculaires. Marqueur privilégié du « bien manger » jusqu'à la fin des années 70, la consommation de viande bovine a connu un ralentissement significatif au cours des années 80. La plupart des analyses consacrées à ce phénomène ont mis l'accent sur l'impact des recommandations nutritionnelles et, à travers elles, la promotion de la réduction des matières grasses d'origine animale dans notre alimentation (Combris, 1996). Aujourd'hui, la consommation réelle de viande bovine au sein de la population française apparaît très inférieure aux données de consommation apparente (environ 72 g/j/pers. en 1999 selon la FAO). Dans l'enquête INCA, la consommation quotidienne de viande bovine n'est en moyenne que de 34 g/jour. En outre, il convient de noter à nouveau que le volume moyen de sa consommation (hors plats cuisinés) a sensiblement baissé entre 1999 et 2003 puisqu'il ne s'élève plus qu'à environ 29 grammes par jour et par personne dans l'enquête CCAF.

En France, la consommation de viande rouge ne constitue donc probablement pas le marqueur du déséquilibre alimentaire que l'on stigmatise parfois. Comme nous l'avons indiqué plus haut, les graisses et les viandes sont considérées dans les enquêtes INCA et CCAF comme les produits alimentaires présentant le plus de risque pour la santé. Dans le contexte anxigène qui caractérise cette période et en l'absence de données complémentaires, la perception des risques associés à la consommation de la viande peut paraître difficile à interpréter. Rappelons que les données sur les attitudes et les opinions des enquêtés indiquent clairement que les risques nutritionnels – contrairement aux risques sanitaires – sont spontanément et largement reconnus comme les risques majeurs liés à l'alimentation. La plupart des analyses socio-économiques attribuent le mouvement de baisse de la consommation de viande bovine à un changement profond des préférences alimentaires des consommateurs. En l'absence de données complémentaires, la tentation est grande de ne voir dans les crises sanitaires des années 90 qu'un amplificateur de tendances latentes dans le modèle alimentaire français et de penser que les courbes de consommation de viande auraient probablement peu changé sans les crises récentes. En effet, les études récentes réalisées au Royaume-Uni (Burton et col., 1999) et au Japon (Hyun & Won, 2003) ne confirment pas cette hypothèse. D'une manière générale, leurs résultats tendent plutôt à attribuer aux changements intervenus dans la perception des risques alimentaires liés notamment à l'ESB, une part importante des changements observés dans les comportements alimentaires, et il y a tout lieu de penser que c'est également ce qui s'est produit en France.

Bibliographie

- Burton, M., Young, T., Cromb, R., 1999, Cahiers d'économie et de sociologie rurale, 50, 8-19
Combris P., 1996, INRA sciences sociales, 9(3)
Hyun, J.J., Won, W.K., 2003, European review of agricultural economics, 30(2), 173-192
Weitkunat, R., PottgieBer, C., Meyer, N., Crispin, A., Fisher, R., Schotten, K., Kerr, J., Überla, K., 2003, Journal of Health Psychology, 8(3), 373-381

Remerciements

Cette étude a été réalisée en collaboration avec le Centre d'Information des Viandes dans le cadre d'une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE). Pour toutes les informations concernant la consommation de viande en France, il est possible de prendre contact avec le CIV, 64 rue de Taitbout, 75009 Paris (civ@civ-viande.org).